

Mise à jour du 02-07/2013 :

Jacques Berthelot publie un second article sur le projet d'accord de libre échange transatlantique UE-EU (PTCI) :

« [La méthodologie pseudo-scientifique d'évaluation du PTCI et les risques de désintégration de l'UE, liés au taux de change et au coût de transport](#) »

Solidarité dénonce l'accord transatlantique de libre-échange

Ce vendredi 14 juin, le Conseil de l'Union va donner mandat à la Commission Européenne pour négocier les accords de libre-échange États-Unis/Union Européenne. Négociés au nom de la lutte contre la récession, ces accords servent uniquement les intérêts des multinationales qui l'ont mis en place.

Aussi, SOLIDARITÉ est signataire de l'appel à l'origine de la [Confédération Paysanne](#) « Accords de libre-échange UE-USA : les lobbies n'ont pas à décider de notre avenir », signé par les associations suivantes :



[Lire le communiqué commun contre les accords de libre-échange UE-EU](#)

[Jacques Berthelot](#) pour SOLIDARITÉ revient sur ce qu'il appelle la « [folie de vouloir intégrer l'agriculture dans un accord de libre-échange transatlantique](#) ». Cet accord ne serait pas seulement un désastre pour les deux partenaires mais également pour le reste du monde. Extraits.

Les risques de l'accord pour l'Union Européenne.

"Au-delà des raisons mises en avant et portant sur les questions de sécurité sanitaire des aliments et le modèle culturel alimentaire (Plantes Génétiquement Modifiées (PGM), hormones, appellations d'origine, normes d'utilisation des produits chimiques dans la chaîne alimentaire...) un tel accord remettrait totalement en cause l'objectif de faire évoluer l'agriculture européenne vers des modèles plus durables – aux plans économique, social et environnemental –, accélérerait au contraire le processus de concentration des exploitations pour maintenir une compétitivité minimale, réduirait drastiquement le nombre d'actifs agricoles et augmenterait fortement le chômage, la désertification des campagnes profondes, la dégradation de l'environnement et de la biodiversité et mettrait fin à l'objectif d'instaurer des circuits courts entre producteurs et consommateurs."

[Lire l'article pour en savoir plus.](#)

Les risques de l'accord pour les Pays en Développement.

"On le sait, l'état de coma prolongé du Doha Round est principalement imputable au volet agricole des négociations, et ce à plusieurs titres. D'abord parce que la stratégie de l'UE et des USA a consisté depuis le début, comme ils le font dans leurs accords bilatéraux de libre-échange (ALE), à offrir des concessions sur l'agriculture – réduction des droits de douane et des subventions « distorsives des échanges » – en échange d'une plus grande ouverture des marchés des pays émergents (et plus généralement des PED non Pays Moins Avancés PMA) à leurs exportations non agricoles et de services, y compris financiers.

Ensuite parce que les PED ont bien compris que les promesses de l'UE et des USA sur l'agriculture étaient de la poudre aux yeux. On sait ainsi que la principale raison de l'échec de la « mini-ministérielle » de l'OMC à Delhi en juillet 2008, qui devait finaliser le Doha Round avant son adoption en plénière en décembre 2008, a été le refus catégorique des USA d'accepter la demande de l'Inde et de la Chine de défendre le « mécanisme de sauvegarde spéciale » porté par le G33, et ceci parce qu'un coup de téléphone de Washington au négociateur américain l'a exigé pour ne pas avoir à accepter de régler la question de la forte baisse des subventions au coton prévue dans le projet de modalités agricoles."

Dans cette perspective ce sont tous les textes encours de finalisation sur la future PAC 2014-20 et plus largement sur les perspectives budgétaires 2014-20 dans tous les secteurs qui seront totalement remis en cause. Il faut donc dénoncer avec la plus extrême vigueur l'objectif caché de la Commission et du Parlement européen, qui a déjà accepté d'ouvrir cette négociation, de vouloir démanteler définitivement l'intégration européenne en supprimant toutes ses protections à l'importation vis-à-vis de tous les pays, en instaurant le libre-échange total voulu par Margaret Thatcher et les marchés financiers globalisés! C'est le plus gros défi géopolitique que l'UE ait eu à affronter."

Découvrir le dernier ouvrage de Jacques Berthelot, [Réguler les prix agricoles](#), L'Harmattan